

Le communisme

RUB Bochum Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
Inst. z. Gesch. d. Arbeiterbew. BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA IV^e Internationale

Accepter la "pause", c'est permettre au patronat de saboter les 40 heures et les salaires.

Le Premier Mai doit rester une journée de lutte



Le grand objectif du Front Populaire, c'est l'inauguration de l'Exposition de 1^{er} mai. Les ouvriers revendiquent, les fonctionnaires sont mécontents, les paysans sont inquiets? Tout cela trouve une répercussion dans les sphères politiques de la bourgeoisie? Le Front Populaire pourrait ne plus tenir? Il leur faut gagner du temps et maintenir cette combinaison fragile par des moyens précaires. Aussi, en avant pour la grande liesse d'un Premier Mai de réconciliation générale dans les attractions d'une exposition universelle.

Eh bien, non! Il ne doit pas en être ainsi. Le Premier Mai, c'est un jour de combat, c'est l'anniversaire de journées de combat du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale. Il n'est pas possible que le sang des ouvriers de Chicago, de Fourmies, de Paris, de mille autres lieux ait coulé depuis plus d'un demi-siècle le Premier Mai pour, qu'en régime capitaliste, cette journée sombre dans les réjouissances grossières avec lesquelles la bourgeoisie entretient les travailleurs de temps à autre.

Le Premier Mai 1937 doit être une journée de lutte du prolétariat :

Contre la misère que le capitalisme lui dispense toujours très largement ;

Contre le fascisme, dont les bandes n'ont pas été dispersées ;

Contre la guerre qui menace avec une acuité semblable à celle des années qui précéderont 1914.

Le Premier Mai 1937 doit être une journée de solidarité prolétarienne envers les travailleurs d'Espagne, envers les travailleurs de l'U.R.S.S. sous la botte de Staline, envers les travailleurs écrasés par le fascisme.

Dés maintenant, le Parti Communiste Internationaliste dénonce la farce dont on veut rendre victime la classe ouvrière; il appellera les travailleurs et les organisations d'avant-garde à agir pour que le Premier Mai 1937 reste une journée de lutte pour le drapeau rouge de la révolution prolétarienne.

Qui travaille à rétablir le capitalisme ?

Staline accuse les trotskystes de vouloir rétablir le capitalisme en U.R.S.S. C'est lui, Staline, qui, en Union soviétique, prépare le terrain pour la contre-révolution bourgeoise.

C'est Staline qui n'a donné des armes à l'Espagne qu'à condition que ce ne soit pas pour le socialisme, mais pour la démocratie bourgeoise.

C'est Staline qui, pour le renforcement de l'armée du capitalisme français, fait pratiquer une politique de :

1. Cesser la lutte armée pour le renversement du gouvernement du Kuo-Min-Tang ;
2. Changer le nom du gouvernement soviétique, qui prendrait celui d'ADMINISTRATION DE LA REGION SPECTACLE DANS LA REPUBLIQUE CHINOISE. Les armées rouges chinoises prendront le nom d'ARMÉE NATIONALE REVOLUTIONNAIRE, qui sera subordonnée directement au gouvernement central de Nankin et à la commission de guerre du gouvernement de Nankin ;
3. Etablir un système démocratique de gouvernement dans la Région spéciale de la République Chinoise ;
4. Cesser la confiscation des terres appartenant aux propriétaires fonciers ;
5. Réaliser formellement le programme général du Front unique national anti-japonais.

Ainsi, c'est Staline qui propose de rendre aux propriétaires fonciers les terres que leur ont prises les paysans révoltés. Voilà son programme qui ne fait que répéter celui du Front Populaire avant la lettre, celui du bloc des quatre classes pour ce même territoire chinois en 1926-1927, et qui a abouti au massacre de centaines de milliers de travailleurs chinois. Le Kuo-Min-Tang repousse avec mépris ces propositions :

La "pause" c'est la retraite devant l'offensive capitaliste N'en soyez pas dupes !

Q'APPELEZ-VOUS la « pause » ? C'est la question que la Chambre va poser à Blum. Celui-ci a déjà dit : nous allons consolider le terrain avant de repartir de l'avant. Mais consolider le terrain, ça veut dire aux ouvriers : ne bougez plus en face de l'offensive patronale, de la vic plus chère, reprenez votre souffle et n'engagez pas de batailles quand l'ennemi vous harcèle, reprend en détail ce qu'il a dû accorder en gros. Et Blum d'ajouter à ceux qui ont fait la comparaison : la « pause », c'est la Nep. — Il ne s'agit pas d'un recul stratégique. Non, ce n'est pas la Nep qui fut un recul après l'expropriation de la bourgeoisie, tandis que la « pause », c'est la retraite devant l'attaque capitaliste. Et c'est parce que la « pause » n'est que cela que la majorité Front Populaire se maintiendra et que les radicaux seront le lendemain encore plus exigeants.

Si le Parlement vote, les masses aujourd'hui disposent. Comment tentent-elles de leur faire accepter la « pause » ? Tandis que les uns versent le chloroforme, les autres permettent de raser gratis demain. Des nationalisations, disent Jouhaux et Paul Faure, les soviets déclare Thorez, tous ajoutant aussitôt : mais pas pour aujourd'hui, c'est pour demain, après-demain, plus tard. En attendant, on tâchera de vous donner l'unité.

Mais les masses travailleuses n'ont plus la patience d'antan. Les grèves se multiplient : dans l'Est chez Peugeot, dans le Sud-Est chez ceux qui font les journaux, dans l'Ouest au bâtiment de Nantes, etc. Le mécontentement des catégories déshéritées de fonctionnaires — des auxiliaires, par exemple — va croissant. Les gars du bâtiment parisien écoutent les discours, mais ne vont pas au travail le samedi et le dimanche.

Le point faible de cette résistance ouvrière, ce qui permet après quelques jours aux directions réformistes de l'emporter, c'est l'insuffisance numérique et politique de cadres révolutionnaires. Les hurlements antitrotskystes sont le moyen désespéré pour obstruer la voie de la révolution aux plus sensibles. Mais c'est la dernière ressource qui peut rapidement s'épuiser. A condition que la

minorité révolutionnaire frappe fort et vise juste. Le Parti Communiste Internationaliste ne connaît pas de « pause », il appellera plus inégalement que jamais les travailleurs à s'organiser par entreprise, quartier, village, caserne, à constituer leurs conseils, à déterminer leurs objectifs et leurs méthodes de lutte, sans s'arrêter à la légalité bourgeoise ; à préparer systématiquement dans ces conseils l'expropriation de leurs exploitateurs, la prise du pouvoir par l'insurrection armée.

Il n'y a pas de pause pour la misère, le fascisme et la guerre. Il ne peut pas y avoir de pause dans la lutte contre le capitalisme qui les engendre et les développe.

La pause rêvée par Blum...



...et celle qu'ils font

La C. G. T. est ouverte à tous ? C'est ce qu'affirme une résolution de la nouvelle commission exécutive de l'Union des syndicats de la région parisienne en date du 22 février. Pourquoi MM. Reynaud, Henaff et Cie ont-ils éprouvé le besoin de faire une telle affirmation au lendemain de leur élection à l'unanimité à la direction de la plus importante des unions adhérentes à la C.G.T. ? Pourquoi cette résolution que reproduit avec un empressement non dissimulé le trio Humanité-Populaire-Front Populaire où d'habitude l'on ne se ménage pas les pointes, les piques et les coups bas ? (Voir la suite en 3^e page.)

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

C'est ce qu'affirme une résolution de la nouvelle commission exécutive de l'Union des syndicats de la région parisienne en date du 22 février. Pourquoi MM. Reynaud, Henaff et Cie ont-ils éprouvé le besoin de faire une telle affirmation au lendemain de leur élection à l'unanimité à la direction de la plus importante des unions adhérentes à la C.G.T. ? Pourquoi cette résolution que reproduit avec un empressement non dissimulé le trio Humanité-Populaire-Front Populaire où d'habitude l'on ne se ménage pas les pointes, les piques et les coups bas ? (Voir la suite en 3^e page.)

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

La C. G. T. est ouverte à tous ?

Pour rattraper le temps et le terrain perdus en Espagne Le blocus criminel et le fascisme ne peuvent être brisés que par la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans

VOICI quelques jours que le blocus fonctionne. Plus de volontaires et plus d'armes pour combattre le fascisme, c'est ce qu'imposent le gouvernement de Front Populaire et celui de Moscou qui n'ont aucun lien sur la façon dont les gouvernements fascistes tiendront leurs engagements. C'est ainsi que le Front Populaire de France et le gouvernement de Staline aident à la victoire du fascisme en Espagne, ce qui renforcera d'autant le fascisme en France.

Or, dans le Front Populaire, il y a le Parti Communiste. Celui-ci signale bien le crime du blocus — quoi qu'il agisse en vue des intérêts « français », et non des intérêts ouvriers. Il critique un peu Blum et encore Staline. Quant aux colonnes de l'Humanité, elles ont été surtout consacrées à accuser Trotsky d'aider à la victoire de Franco.

Mais, dira-t-on, quel brave homme, l'Humanité se base sur des déclarations de Trotsky lui-même, affirmant que le fascisme vaincra. Combien répéteront ce mensonge qui n'auront pas lu la déclaration de Trotsky, déclaration que ni l'Humanité ni le Populaire n'ont publiée.

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

Le P.O.U.M. a commis l'erreur de...

participer à la combinaison électorale dite de « Front Populaire » sous le couvert de laquelle Franco pendant plusieurs mois, préparait impunément l'insurrection qui, aujourd'hui, ravage l'Espagne.

Un parti révolutionnaire n'avait pas le droit d'assumer directement ni indirectement la responsabilité d'une politique d'aveuglement et de coupable tolérance.

La direction du P.O.U.M. a commis une seconde erreur qui a été celle d'entrer dans le gouvernement catalan de coalition. Pour combattre sur le front la main dans la main avec les autres partis, il est inutile de se mettre dans une fautive situation en participant à une politique gouvernementale de ces partis.

Sans aff

La place limitée dont nous disposons dans ce numéro nous oblige à n'apporter que quelques précisions sur les principales questions soulevées dans le numéro.

Von Neurath à Vienne

La venue à Vienne du ministre allemand des Affaires étrangères a été l'occasion de puissantes manifestations des hitlériens d'Autriche dans cette ville, auxquelles ont riposté des manifestations également puissantes des fascistes autrichiens, uniquement autrichiens. La balance n'a nullement pesé définitivement pour ce dernier. Aussi n'y aurait-il rien d'étonnant que soit posée rapidement la question de la restauration des Habsbourg en Autriche.

Régime totalitaire à Varsovie

Avec la mort de Pilsudsky, la Pologne était le premier pays fasciste créé devant la situation créée par la mort du dictateur. Les successeurs ont maintenu la dictature, mais avec de plus grandes difficultés: le régime des colonies présentait passablement d'instabilité. Mais une nouvelle poignée s'est manifestée avec assez de force pour

Contre la vie chère

Des objectifs, en voilà !

La lutte pour le salaire est légitime et nécessaire sur le plan de l'usine ou de l'entreprise, elle n'est ni moins urgente ni moins nécessaire sur le terrain des nécessités quotidiennes, dans l'action contre la vie chère, par exemple.

Répondre qu'il ne s'agit pas de s'émanciper en régime capitaliste, ni de constituer le ne sais quelle réunion des classes et tendances coopératives sous prétexte que la bourgeoisie paie le salaire aussi cher que l'ouvrier. Les luttes contre la vie chère, telle que nous la concevons, avec des comités de quartier, leur liaison avec les comités paysans en vue de réaliser même partiellement, un contrôle ouvrier et paysan, c'est une forme de la lutte des classes.

Si l'humanité consacre provisoirement moins de colonnes contre les « trotskystes », elle n'en diminue pas pour cela le nombre de ses mensonges. Chacun qui en 1915, apporta à Mussolini les fonds du quasi d'Orsay pour fonder le Popolo d'Italia (ce ne sont pas par des « aveux » de sa part que la chose fut connue), Cachin continue à mentir avec un cynisme abominable. Il n'en croit pas un mot, pas plus que tous les autres agents stalinien de son acabit. Un exemple en témoignera. Un socialiste suisse connu, le docteur F. Brupbacher, de Zurich, rapporte que, dans une conversation intime, W. Mühlener, un des dirigeants du P. C. allemand, propriétaire des Editions sociales internationales, lui déclara que ni lui ni les dirigeants du P. C. Suisse, Humbert-Droz et Bodenmann ne croyaient à ce qu'ils disaient aux ouvriers suisses.

Sur la base de ces renseignements indispensables, il pourrait organiser leurs propres manifestations contre ceux qui les volent aussi impudemment, et imposer une diminution des prix de vente comme sont imposés à l'usine, par la force ouvrière organisée, les augmentations de salaire.

De tels objectifs, à notre avis, sont loin d'être négligeables et il serait peut-être bon de ne pas laisser aux organisations fascistes ou pro-fascistes l'initiative politique de l'action contre la vie chère.

Déplacements fascistes

(Suite de la première page.) Aussi, chaque dimanche, neuf mois après l'arrivée de Blum au pouvoir, les fascistes occupent, grâce à une vingtaine de groupes motorisés, les routes de la région parisienne. L'intérêt stratégique d'une telle occupation militaire des moyens de communication de Paris est indéniable. C'est la suite logique, et perfectionnée, de la politique des coups de main de Bucy-Bonneuil et autres lieux, qui ont précédé la riposte populaire.

Il est vrai qu'à différentes occasions des perquisitions semblent démontrer que ces caravanes fascistes ne sont pas armées, ou sont seulement armées de quelques matraques. Oui, mais il suffit d'un passage de deux ou trois minutes à un dépôt d'armes pour que les fascistes en soient largement fournis. Certaines indiscretions nous permettent même de supposer que ces déplacements empruntent des itinéraires le long desquels se trouveraient des dépôts d'armes C.D.F. connus seulement des hauts responsables.

Enfin, pour bien souligner la gravité de ces exercices, il n'est que de rappeler une déclaration du général Queipo de Llano à de Kérillis. Il lui disait que l'occupation de Séville par les fascistes n'a été réalisée qu'avec de faibles effectifs, divisés en un petit nombre de caravanes motorisées. Leur mission était de voler les voies de communication, pendant que le général fasciste, au micro, terrorisait la population par des déclarations mensongères.

Cela est clair, camarades. N'oubliez pas, en corollaire de ces exercices de préparation de guerre civile, aujourd'hui comme hier, La Rocque dépense un argent fou pour une abominable propagande. Il tente de s'emparer par les voies légales des conseils de gerance des postes de T.S.F.

Il y a, d'autre part, un volé qu'il faudrait bien souligner. La démission de Pozzo di Borgo était-elle sincère? Tout porte à croire qu'il n'en est rien et que le fameux duc et multimillionnaire Pozzo di Borgo est devenu le fournisseur en munitions camouflées des troupes de La Rocque. On nous signale qu'un de ses principaux agents procède à la distribution d'armes aux ex-Croix de Feu. Cette distribution se fait, il est dit, sous le sceau du secret et s'effectue à l'insu de La Rocque. A d'autres.

Les travailleurs n'ont pas à s'endormir sous la protection des files républicains du Front Populaire. Contre les bandes fascistes qui s'organisent systématiquement, il faut créer les milices ouvrières qui les écrasent avant qu'elles deviennent trop dangereuses.

LA COMMUNE

166, Faubourg St-Martin, 66

Abonnement: Un an... 20 francs Six mois... 10 francs

Chèques Postal Brasseur 1773-07 Paris

Les mensonges entassés au procès de Moscou

(pour ceux qui auraient encore des doutes)

Si l'humanité consacre provisoirement moins de colonnes contre les « trotskystes », elle n'en diminue pas pour cela le nombre de ses mensonges. Chacun qui en 1915, apporta à Mussolini les fonds du quasi d'Orsay pour fonder le Popolo d'Italia (ce ne sont pas par des « aveux » de sa part que la chose fut connue), Cachin continue à mentir avec un cynisme abominable. Il n'en croit pas un mot, pas plus que tous les autres agents stalinien de son acabit. Un exemple en témoignera. Un socialiste suisse connu, le docteur F. Brupbacher, de Zurich, rapporte que, dans une conversation intime, W. Mühlener, un des dirigeants du P. C. allemand, propriétaire des Editions sociales internationales, lui déclara que ni lui ni les dirigeants du P. C. Suisse, Humbert-Droz et Bodenmann ne croyaient à ce qu'ils disaient aux ouvriers suisses.

TROIS ESPIONS « TROTSKYSTES » DANOIS ?

Dans le dernier procès, un des accusés, Grache, parla, entre autres, de trois « conspirateurs trotskystes » venus du Danemark et dont il donna les noms. La presse stalinienne danoise se garda bien de reproduire ceux-ci; mais des journaux importants comme le Politiken, démocrate, et le Social-Demokrat s'adressèrent aux personnes niées en cause et obtinrent des déclarations importantes.

Mais disons d'abord un mot de Grache. Originaire de Tchecoslovaquie, celui-ci vivait en U. R. S. S. depuis longtemps et dirigea pendant des années le « Centre International de Propagande des industries chimiques », c'est-à-dire la Fédération internationale adhérente à l'I. B. R. Il fut débarqué parce qu'oppositionaliste de droite, en même temps que beaucoup de trotskystes. Il dirigea ensuite, à Moscou, le Bureau pour l'étranger des industries soviétiques de l'azote. Et maintenant revenons aux déclarations des personnes qu'il mit en cause.

La première est l'ingénieur Windfeld-Hausen qui travailla comme conseiller au commissariat pour l'industrie lourde de 1932 à 1934. Il a fait une longue déclaration sur les travaux qu'il eut à effectuer, notamment à propos des controverses avec les spécialistes russes. Il a eu des relations amicales avec Grache et nie formellement l'accusation d'espionnage. Il termine ainsi sa déclaration où s'exprime sa sympathie pour l'U. R. S. S. : « Je ne puis simplement ajouter que je ne suis ni communiste ni trotskyste ni membre d'aucun parti

ou groupement politique. Je ne regrette pas les deux années et le travail que j'ai consacré à l'industrie chimique et à l'industrie soviétique. Je regrette seulement que l'on n'ait pas su mieux utiliser mon expérience. »

Le second danois mis en cause est un écrivain : Sigvard Lund. Il adresse une déclaration à la presse déclarant formellement : « Qu'il n'appartient avant tout à aucun parti, aux trotskystes non plus. Son voyage en Russie n'avait pour but que de s'orienter en vue de son activité littéraire et il n'en est revenu ni soudainement ni avec déception. »

Mais la chose se corse avec le troisième : Klaus-Nielsen, car c'est un fonctionnaire fidèle du parti staliniste qui a parlé et écrit avec enthousiasme de l'U. R. S. S. et de Staline en particulier. Le 28 janvier, il fit donc une déclaration dont le passage suivant exprime tout l'embarras d'un fidèle qui ne comprend pas pourquoi il lui arrive une telle catastrophe : « ...En outre, il ne ressort pas ce que Grache a dit des trois Danois mentionnés par lui, de sorte qu'il est difficile de prendre position à ce sujet. Je n'ai observé aucune espèce d'activité trotskyste chez les spécialistes mentionnés et, en ce qui concerne ma personne, mon opinion sur l'Union soviétique et ma position envers Trotsky et les trotskystes apparaissent en toute clarté entre autres de mon livre récemment paru : « 8 années en l'Union soviétique ». De plus, je pense informer les autorités soviétiques que je suis bien entendu à leur disposition si l'on désire m'entendre de façon quelconque, tel ou tel à Moscou. »

On comprend que la presse stalinienne du Danemark ait cherché à cacher les noms. Mais ce n'est pas seulement au royaume du Danemark qu'il y a quelque chose de purri.

On ne peut dire des militants du P.C.I. qu'ils sont des bavards ou des discoureurs. Nous avons vu des militants du parti soviétique qui ont écrit de belles lettres de protestation, mais qui n'ont rien fait pour le mouvement ouvrier venant à la révolution, doivent être fondus ensemble, on jasse complètement cette formation par le plagiât de régimes et de méthodes (surtout illustrées par les parties pour l'opportunistes dont le stalinisme s'organise en une des expressions.

Nous voulons le développement de l'esprit critique des militants, nous voulons une information bilatérale, nous voulons que les problèmes de l'activité du parti soient réglés par les militants du parti. Quelle que soit l'autorité politique du compagnon de Léning, nous ne pensons pas que puissent surgir utilement des crises multiples par l'existence d'organismes qui sont beaucoup plus des coulisses de direction que des organismes contrôlés.

Voici l'un des points importants pour la formation de la IV^e Internationale: son régime doit être démocratique. La IV^e Internationale ne se formera et ne pourra jouer son rôle dans cette période de reculs et de défaites qu'à cette condition. L'unité révolutionnaire est à ce prix; il suffit d'observer l'existence de plusieurs formations: en Grèce et

Bon travail dans le 19^e qui sera clôturé vendredi soir par un grand meeting où Magnard est invité à défendre le point de vue stalinien sur les procès de Moscou.

Puteaux-Suresnes. — Notre cellule de Puteaux-Suresnes organise une série de réunions publiques.

Le C.C. a envisagé l'activité dans les différents régions de France et a enregistré l'adhésion de différents groupes ouvriers ainsi que les difficultés de travail.

Le C.C. a pris des dispositions quant au travail dans la région de l'Est et a délégué un camarade.

Région lyonnaise. — Le camarade Fonta est allé à Lyon assurer une réunion d'usine avec les ouvriers de l'usine que les syndicats voulaient engager à 22 heures heures supplémentaires pour satisfaire aux besoins de la « défense nationale ».

A Montbéliard. — Le camarade Melchior a été invité par all-tendance, se vit liquidé de la tribune sur l'ordre de Duclos qui, bien entendu, ne pouvait accepter la contradiction trotskyste.

A Saint-Etienne. — Un groupe se forme et déjà dans ce numéro le travail de ce groupe s'exprime.

A Metz. — Les camarades subissent une répression terrible de la bourgeoisie. Des camarades ont été privés de travail. La répression n'empêchera pas le P.C.I. de continuer son travail dans l'Est.

A Havre. — Le camarade Binet, camarade nous l'indiquons d'autre part, a été exclu par la bureaucratie syndicale, mais les problèmes posés par cette exclusion font grandir les possibilités de développement de notre groupe: la motion du Havre contre l'arbitrage a fait son chemin et c'est parce qu'elle a visé juste que le bureaucratie syndicale s'est vue pour obtenir par tous les moyens l'exclusion des militants les plus actifs.

Dans l'ensemble de la France, tant

Les problèmes de la construction de la IV^e Internationale

vous n'êtes pas, tous, des partis révolutionnaires, tous êtes des groupes qui ont des tâches à accomplir.

La notion du parti révolutionnaire est décisive. Pour bâtir une organisation capable d'avoir une plateforme fondamentale correspondant aux intérêts fondamentaux du prolétariat et une organisation susceptible de l'entraîner, il faut faire un véritable volontariat.

Il ne faut pas admettre ce parti à participer à sa vie superficiellement, il faut s'y mêler complètement et prendre que son développement, son élargissement et son action dépendent de la capacité politique et de travail de chacun de ses membres, de la possibilité par son régime intérieur d'une sélection constante, afin de constituer les cadres d'avenir du mouvement révolutionnaire.

Ces cadres sont à l'état actuel encore très embryonnaires. Le parti ne surgit pas des décisions de congrès, ni de l'unification de sommets ni de leur ascension; le parti se forme au fur et à mesure que la classe ouvrière fait son expérience et que se constituent dans ses rangs les cadres politiques éprouvés.

Les militants de la « Gauche révolutionnaire », ceux de « Que Faire », déclarent à chaque moment que cette expérience, on peut permettre aux ouvriers de la faire en restant dans les formations S.F.I.O. ou S.F.I.O., cette conception est absolument erronée: rester dans les organisations de masse S.F.I.O. ou S.F.I.O. signifie retarder la délimitation organique avec les partis ouvriers au service de la bourgeoisie, et se condamner au silence.

Ceux de la « Gauche » ou de « Que Faire » triomphent en disant: « Mais nous n'êtes pas, tous, des partis révolutionnaires, tous êtes des groupes qui ont des tâches à accomplir. »

On ne peut dire des militants du P.C.I. qu'ils sont des bavards ou des discoureurs. Nous avons vu des militants du parti soviétique qui ont écrit de belles lettres de protestation, mais qui n'ont rien fait pour le mouvement ouvrier venant à la révolution, doivent être fondus ensemble, on jasse complètement cette formation par le plagiât de régimes et de méthodes (surtout illustrées par les parties pour l'opportunistes dont le stalinisme s'organise en une des expressions.

Nous voulons le développement de l'esprit critique des militants, nous voulons une information bilatérale, nous voulons que les problèmes de l'activité du parti soient réglés par les militants du parti. Quelle que soit l'autorité politique du compagnon de Léning, nous ne pensons pas que puissent surgir utilement des crises multiples par l'existence d'organismes qui sont beaucoup plus des coulisses de direction que des organismes contrôlés.

Voici l'un des points importants pour la formation de la IV^e Internationale: son régime doit être démocratique. La IV^e Internationale ne se formera et ne pourra jouer son rôle dans cette période de reculs et de défaites qu'à cette condition. L'unité révolutionnaire est à ce prix; il suffit d'observer l'existence de plusieurs formations: en Grèce et

Bon travail dans le 19^e qui sera clôturé vendredi soir par un grand meeting où Magnard est invité à défendre le point de vue stalinien sur les procès de Moscou.

Puteaux-Suresnes. — Notre cellule de Puteaux-Suresnes organise une série de réunions publiques.

Le C.C. a envisagé l'activité dans les différents régions de France et a enregistré l'adhésion de différents groupes ouvriers ainsi que les difficultés de travail.

Le C.C. a pris des dispositions quant au travail dans la région de l'Est et a délégué un camarade.

Région lyonnaise. — Le camarade Fonta est allé à Lyon assurer une réunion d'usine avec les ouvriers de l'usine que les syndicats voulaient engager à 22 heures heures supplémentaires pour satisfaire aux besoins de la « défense nationale ».

A Montbéliard. — Le camarade Melchior a été invité par all-tendance, se vit liquidé de la tribune sur l'ordre de Duclos qui, bien entendu, ne pouvait accepter la contradiction trotskyste.

A Saint-Etienne. — Un groupe se forme et déjà dans ce numéro le travail de ce groupe s'exprime.

A Metz. — Les camarades subissent une répression terrible de la bourgeoisie. Des camarades ont été privés de travail. La répression n'empêchera pas le P.C.I. de continuer son travail dans l'Est.

A Havre. — Le camarade Binet, camarade nous l'indiquons d'autre part, a été exclu par la bureaucratie syndicale, mais les problèmes posés par cette exclusion font grandir les possibilités de développement de notre groupe: la motion du Havre contre l'arbitrage a fait son chemin et c'est parce qu'elle a visé juste que le bureaucratie syndicale s'est vue pour obtenir par tous les moyens l'exclusion des militants les plus actifs.

Dans l'ensemble de la France, tant

en Angleterre, pour le comprendre. En France, un groupe attaché par toute son activité à la IV^e Internationale, est en dehors de ces rangs et subit des attaques du type stalinien actuel.

On ne peut abandonner les problèmes que pose le regroupement révolutionnaire aux histoires personnelles. On ne peut pas les thermomètres qui sont la température! La formation de cadres révolutionnaires sérieux capables d'intervenir dans la vie politique, capable d'être dans leur localité, dans leur milieu, des dirigeants en période révolutionnaire, est complètement contraire par ses méthodes d'organisation où l'on joue au « grand parti ».

Nous citerons pour conclure l'exemple d'une dernière note signée par un jeune avocat lyonnais, membre du P. O. I. où des militants ont des années de parti communiste derrière eux, comme nos camarades du P.C.I. de Lyon, des ouvriers, sont traités par-dessus la jambe et accusés de « graphier le style en rapport avec la profession, chaque militant révolutionnaire est frappé par cette triste ironie de groupes encore très faibles qui se comptent à de grands vaisseaux qui auraient ces mouettes injectées du P.O.I. qui se nourrissent des déchets.

Le problème du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire ne se résoudra pas par des expressions qu'on s'auto-critiquerait plus étudiées. Il se résoudra par une étude sérieuse de tous ces problèmes. Le refus de s'y livrer n'est que de la myopie politique. Renoncer à résoudre les problèmes de l'unification des forces révolutionnaires, est renoncer à la construction d'un parti révolutionnaire capable non pas de déclencher qu'il est révolutionnaire, mais d'entraîner les travailleurs à une action révolutionnaire réelle.

A parti révolutionnaire prolétarien travail collectif

Les camarades nous ayant fait part de leur étonnement de la non-signature des articles du journal La Commune, organe central du Parti Communiste Internationaliste, le Bureau politique tient à faire connaître, à cet égard: « Le Bureau politique du P.C.I., dans sa séance du 21 octobre 1936, s'inspirant des actes de l'Internationale Communiste durant ses quatre premiers congrès résolu à mettre en application les décisions d'autant plus saluaires pour le mouvement ouvrier que le stalinisme les a reniées, bafouées, abandonnées; conformément à la décision du IV^e Congrès de l'I.C.I. fin 1922, conformément à la crise de la S.F.I.C. et la lutte contre l'individualisme, l'arbitraire, le journalisme petit-bourgeois au sein du Parti.

« Décidé que la publication du journal La Commune, engageant la responsabilité du Parti Communiste Internationaliste ont été l'organe central, les articles ne seront pas signés. »

« Nous demandons à ce camarade de bien vouloir nous donner son adresse pour une communication l'intéressant. »

A Montbéliard

Réunion publique de M. Duclos... publique mais non contradictoire.

Monsieur le vice-président de la Chambre des Députés, l'honorable Jacques Duclos, député par le 21 février à Montbéliard. Le hasard a voulu que ce meeting tombât en pleine grève avec occupation des usines Sochaux-Feugeot.

Avant que ne commence cette réunion, le président de séance avait promis d'accorder la parole à tout contradicteur éventuel quelles que soient les opinions qui seraient exprimées. Mais il y a loin des promesses aux actes. M. Duclos avait parlé comme un parti radical-socialiste nous faisant part de ses études sur « l'Income-tax » et de ses propositions de loi. Le bouquet, ce fut cette phrase qui ne fut pas ponctuée d'applaudissements: « Pour les travailleurs, l'intéressant, c'est beaucoup moins d'obtenir 15 % d'augmentation de salaires que de faire rendre gorge aux gros et de voir pendre une bonne fois tous ces spéculateurs (sic) ! »

Après un exposé aussi réactionnaire, ce fut le désarroi au préliminaire lorsque le camarade mandaté par notre parti annonça au micro qu'il était « un communiste internationaliste ». Aussitôt monsieur le vice-président de la Chambre se leva, écarta le président de séance: « Je vais lui faire son affaire à celui-là. » Puis s'adressant à notre camarade: « Vous ne parlez pas de trancha-t-il. C'est un ordre, pour les portes fermées de Brassard. Ils expulsent notre camarade. »

A la sortie, certains ouvriers déplorèrent qu'on n'ait pas tenu la promesse de laisser parler celui qui demanderait la parole!

DIMANCHE 7 MARS, à 14 h. 30. — Réunion des camarades adhérents et sympathisants au J.C.I. Une convocation personnelle sera adressée aux camarades.

COTES-DU-NORD

Les camarades de Dinan et de la région, désireux d'adhérer au P.C.I., sont priés d'envoyer leur demande d'adhésion à Ribourg, 66, faubourg Saint-Martin, Paris (2^e), qui les mettra en relation avec le responsable du parti pour le département des Côtes-du-Nord.

MARSEILLE

La Commune est en vente aux kiosques de journaux: 13, rue du Mail; 91, montée de la Grande-Côte; 24, montée des Carmélites.

MARSEILLE

La Commune est en vente aux kiosques: a) de la Bourse du Travail; b) du boulevard Garibaldi (face au numéro 26).

Une lettre de soldat.

« Nous avons reçu la Caserne et l'avons mise en discussion entre plusieurs camarades de différentes organisations. Après une discussion sérieuse, nous décidons, en groupe de « soldats, la constitution d'une cellule de caserne au ... régiment. Mais donnez-nous tout de suite les instructions... »

L'ordre du jour voté à la réunion de la cellule de C. du 4 décembre 1936.

1^{er} Sur les trois premiers points du rapport régional, l'unanimité des membres de la cellule sont en désaccord avec la politique suivie par le parti; estime que l'alliance avec une fraction de la bourgeoisie amène la direction de notre parti à aller de l'avant en capitulation, entraînant un courant parmi les couches travailleuses, dans la tendance est d'assimiler le parti communiste avec les partis bourgeois!

2^e Après une longue discussion sur les lois sociales, la cellule estime que les classes moyennes obtenues par la classe ouvrière par son action propre lui sont retirées par le patronat, le profit capitaliste n'étant nullement atteint, les avantages acquis sont dévalués par un facteur de vie chère qui frappe au même degré ouvriers et paysans; demande que des conseils d'ouvriers et de paysans soient organisés, à seule fin de contrôler la production. d'arrêter ces conseils pour dissoudre effectivement les bandes fascistes.

3^e La cellule constate que, en dehors de toute proclamation, aucune action pratique n'a été envisagée par la direction du parti pour obliger le gouvernement: a) à faire payer les riches; b) à désarmer le fascisme; c) à lever le blocus vis-à-vis de l'Espagne.

4^e La cellule est d'accord au sujet de la décentralisation du parti: à tous les échelons, sans toutefois faire des divers organismes des appareils bureaucratiques.

Une lettre d'un jeune.

Etant sympathisant J.S. et ayant 16 ans, je lis régulièrement la Commune. Lisant aussi la Lettre ouvrière, j'ai vu combien les dirigeants du P.O.I. et des J.S.R., dévalaient la colonie au vu de la manière des stalinien.

Avant beaucoup réfléchi, je vous ai envoyé cette lettre pour vous dire que bien sûr, je donnerai mon adhésion au J.C.I. pour lutter pour la IV^e Internationale.

Je terminerai cette courte lettre en vous serrant fraternellement la main. Vive la Commune et la IV^e Internationale!

Nous demandons à ce camarade de bien vouloir nous donner son adresse pour une communication l'intéressant.

A Montbéliard

Réunion publique de M. Duclos... publique mais non contradictoire.

Monsieur le vice-président de la Chambre des Députés, l'honorable Jacques Duclos, député par le 21 février à Montbéliard. Le hasard a voulu que ce meeting tombât en pleine grève avec occupation des usines Sochaux-Feugeot.

Avant que ne commence cette réunion, le président de séance avait promis d'accorder la parole à tout contradicteur éventuel quelles que soient les opinions qui seraient exprimées. Mais il y a loin des promesses aux actes. M. Duclos avait parlé comme un parti radical-socialiste nous faisant part de ses études sur « l'Income-tax » et de ses propositions de loi. Le bouquet, ce fut cette phrase qui ne fut pas ponctuée d'applaudissements: « Pour les travailleurs, l'intéressant, c'est beaucoup moins d'obtenir 15 % d'augmentation de salaires que de faire rendre gorge aux gros et de voir pendre une bonne fois tous ces spéculateurs (sic) ! »

Après un exposé aussi réactionnaire, ce fut le désarroi au préliminaire lorsque le camarade mandaté par notre parti annonça au micro qu'il était « un communiste internationaliste ». Aussitôt monsieur le vice-président de la Chambre se leva, écarta le président de séance: « Je vais lui faire son affaire à celui-là. » Puis s'adressant à notre camarade: « Vous ne parlez pas de trancha-t-il. C'est un ordre, pour les portes fermées de Brassard. Ils expulsent notre camarade. »

A la sortie, certains ouvriers déplorèrent qu'on n'ait pas tenu la promesse de laisser parler celui qui demanderait la parole!

DIMANCHE 7 MARS, à 14 h. 30. — Réunion des camarades adhérents et sympathisants au J.C.I. Une convocation personnelle sera adressée aux camarades.

COTES-DU-NORD

Les camarades de Dinan et de la région, désireux d'adhérer au P.C.I., sont priés d'envoyer leur demande d'adhésion à Ribourg, 66, faubourg Saint-Martin, Paris (2^e), qui les mettra en relation avec le responsable du parti pour le département des Côtes-du-Nord.

MARSEILLE

La Commune est en vente aux kiosques: a) de la Bourse du Travail; b) du boulevard Garibaldi (face au numéro 26).



La Vie du Parti Communiste Internationaliste

REUNION DU C.C. — Le C.C. s'est réuni le samedi 20 courant et a mis au point un certain nombre de décisions quant à l'activité du parti.

Exclusion du camarade Binet, du Havre. — Les camarades du C. C. ont pris connaissance des documents exposant les raisons de l'exclusion du camarade Binet. C'est de toute évidence le commencement d'une offensive contre tout opposant dans les syndicats. Le C.C. a décidé de donner à cette question toute l'importance qu'elle comporte.

Assemblée commémorative du 19. — Le C.C. a pris des dispositions concrètes en ce qui concerne la préparation de l'assemblée commémorative de la Commune. Les militants de la région parisienne sont invités à tenir à ce sujet une réunion spéciale pour envisager la préparation de cette réunion commémorative.

Le C.C. a également établi un rapport sur les possibilités de travail en direction des colonies et a enregistré à ce sujet des possibilités importantes qui seront portées par la suite et par la voie de La Commune à la connaissance des militants ouvriers.

Le C.C. après un rapport de Le Ricard sur la situation politique, a discuté sérieusement sur la stabilité du gouvernement Blum dans la période actuelle. Le C.C. a été unanime, quelles que soient les différentes appréciations de degré de maturité de la situation, quant à la nécessité de renforcer et de multiplier les liens dans les entreprises où les ouvriers font jour par jour leur expérience.

Les compte-rendus de l'assemblée des métaux et des réunions des gars du bâtiment prouvent que la réprobation par la base ouvrière des méthodes de la bureaucratie devient de plus en plus large.

Le C.C. a décidé une proche réunion d'actifs où sera mise en discussion la situation politique en France et les perspectives qu'elle offre.

Les membres des groupes doivent demander aux membres du C.C. de

faire un rapport détaillé de la dernière réunion du Comité central.

COMMISSION DES JEUNES. — La commission des jeunes, en même temps qu'elle a pris des dispositions pour la continuité du travail courant, a pris les dernières dispositions pour la parution d'un bulletin. Le Jeune Bolchevik, qui sortira cette semaine.

TRAVAIL DANS LES ASSURANCES. — Collage des affiches et distribution des tracts pour préparer la réunion des assurances qui se tient au moment où se tire ce journal. Les employés d'assurances sont particulièrement exploités. Le cercle d'étude marxiste des employés d'assurances fait un travail sérieux contre les concessions au patronat. Nous donnerons le compte-rendu de cette réunion dans notre prochain numéro.

TRAVAIL DANS LE BATIMENT. — Un tract est édité pour les ouvriers du bâtiment. Les militants qui s'intéressent à cette question doivent en prendre pour les distribuer autour d'eux.

CAMPAGNE ELECTORALE DANS LE XIX. — Le groupe même une grande activité pour définir le programme de la IV^e Internationale aux ouvriers du 19^e. En premier lieu, le groupe a porté une partie de ses efforts pour combattre les Croix de Feu camouflées en P.E.F. qui organisent maintenant deux ou trois fois par semaine des réunions publiques contradictoires dans les préaux d'école. Molinier et Melchior sont venus dire à ces gens que notre organisation faible regrette que les grandes organisations laissent réunir ces assames. La première réunion après l'intervention de Molinier a dû être levée au milieu des cris de haine des Croix de Feu. A la deuxième réunion, la réponse pitoyable à Melchior du délégué P.S.F., a rencontré les huées des ouvriers communistes.

Le candidat socialiste y alla à une troisième réunion, accompagné des

T.P.P.S. La veille, tout le quartier était informé de la chose. La portière suivie ne fut nullement une politique de combat, mais de campagne électorale traditionnelle.

Dans une réunion communiste. — Dans une réunion de Magnaval, un de nos camarades a réussi à prendre la parole; pendant qu'il parlait, il a nettement perçu que Malval donnait des instructions pour qu'à l'avenir il ne puisse parler. Aussi, à une réunion récente de Magnaval, ces ouvriers étaient venus nous demander d'apporter la contradiction si nous avions le courage de nos idées; ils se sont vu reprocher cette initiative et on n'a pas laissé aborder la tribune au délégué du P.C.I.

Le P.C.I. tient ses propres réunions. Rue des Bois plus de cent ouvriers étaient venus écouter et discuter avec le P.C.I. le problème de la constitution de la 4^e Internationale.

Rue Manin, une centaine d'ouvriers étaient également présents.

Rue Compans, particulièrement des jeunes communistes sont venus discuter avec nous.

Nos orateurs ont partout défini le programme de la 4^e Internationale et cloué au pluri ceux qui trahissent le communisme.

Le camarade Melchior alla porter la contradiction

à tous ?

(Suite de la 1^{re} page.)

Pourquoi dire cela ? Mais ne serait-ce pas parce qu'on a empêché un vote de congrès, on s'apprête à faire précisément le contraire. On a dit : « On ne veut pas que l'on se dispose à faire les poches. En effet, la résolution contient aussi — et c'est sa partie la plus sérieuse — la condamnation des « manœuvres » que tentent encore quelques personnalités sans influence et sans mandat, cherchant à créer un mouvement fractionnel dans la C.G.T. »

Des travailleurs syndiqués ont se grouper pour préconiser une politique « lutte de classes », pour essayer de faire connaître leurs positions. La direction vient leur dire : « Silence ! personnages sans influence et sans mandat ». Et l'on peut craindre que le travail d'exclusion va commencer dans les coins sombres.

Quelques camarades anarchistes, travaillant chez Nieuport, à Issy, ont fait passer une note émouvante (lire). Après les avoir démolis en assemblée de section syndicale, on les a déferés devant une commission de contrôle. Dans le Peuple, l'Humanité, la Vie Ouvrière, Syndicats, les manitous du mouvement syndical prennent toute licence pour s'exprimer ; mais, malheur aux travailleurs qui oseraient disposer des mêmes droits dans un journal à eux !

Et rappelez l'exclusion au Havre de notre camarade Binet, parce que partisan de la IV^e Internationale. Exclusion illégale dont les auteurs se montrent déjà embarrassés. Exclusion sur laquelle tous les syndiqués doivent exiger une enquête. Est-il exact que Capocci, secrétaire de la Fédération des Employés, avertis prévient le Syndicat des Employés du Havre que timbres et cartes ne lui seraient plus délégués s'il persistait à combattre l'arbitrage obligatoire ? Est-ce ainsi que la C.G.T. est ouverte à tous ?

Et signalons le dernier tract du Syndicat parisien des métaux dirigé contre les « sectes étroites et provocatrices », c'est-à-dire contre les militants qui dénoncent la politique de capitulation. Est-ce aussi de cette manière que la C.G.T. est ouverte à tous ?

La C.G.T., ils veulent en chasser ceux qui ne marchent pas dans l'union sacrée, dans la collaboration de classes, qui combattent le drapeau tricolore, qui n'acceptent pas comme obligatoires les décisions d'arbitres, fonctionnaires grassement payés de la république bourgeoise. Ils veulent en chasser les révolutionnaires pour mieux trahir, manipuler à leur aise.

Ils veulent aujourd'hui chasser les révolutionnaires de la C.G.T. pour pouvoir demain exiger aisément leur renvoi du travail, comme ils ont fait en U.R.S.S. envers les oppositionnels. Les travailleurs ne laisseront pas commettre ce crime contre leurs frères de misère et contre eux-mêmes. Ils diront et exigeront que la C.G.T. soit ouverte à tous, en attendant que soient remis dans le rang les parasites de l'appareil syndical.

Nonouzeville

Sur le chemin des petits profits

Dans une note précédente, nous avons mis en lumière tous les procédés inéduqués, et calomnieux que quelques pattocheux, dirigeants et de la cellule du P. C. et du Conseil municipal, employent contre nos camarades et pour tromper l'opinion publique sur l'honnêteté de ceux-ci. A notre tour maintenant de dévoiler un petit tour de passe-passe, qui en dit long sur les intentions de Lareppe, Savart, etc.

L'établissement où ont lieu les cours professionnels est, parait-il, trop exigü. Dans ces conditions, un rapport s'imposait pour être discuté par le Conseil municipal. Mais Lareppe professeur exactement le même mépris que le plus grand criminel de toutes les Russies pour ses collaborateurs, ne donna même pas en avertir son assemblée et, aidé de son plus bête et immédiat collaborateur, poussé aussi par un fonctionnaire dont l'échine est très souple et servant, en l'occurrence, de trait d'union avec une coterie bourgeoise ; tous trois se substituèrent au Conseil municipal pour commander et acheter les matériaux nécessaires à cette transformation.

L'abbé, rédemment mené jusque-là, subit un temps d'arrêt. Quelques membres de la municipalité firent voir à ces leustics qu'il y avait encore des hommes au Conseil et qu'ils ne voulaient nullement être des hommes stalinisés. Après une violente dispute, qui manqua de dégénérer en bagarre, le premier adjoint, stalinien notoire, dans une rage indécrottable, faillit casser la table, mais fut, bien malgré lui, obligé, devant la menace de démission de plusieurs de ses collègues, d'accepter ce que ceux-ci lui imposèrent : A savoir travailler clairement devant tout le monde.

Mais que dire de ces gens-là ? Hier que ne disent-ils pas contre les démagogues dont ils firent un si grand tapage dans leur canard ? Que ne promirent-ils pas aux électeurs, et surtout à la jeunesse qui fréquente ces cours ? Tout cela devait être mis sur le dos du patronat ; à celui-ci voulait des apprentis, là devaient être faits dans leur usine. Les riches payeraient les cours professionnels, les jeunes ouvriers doivent profiter de leurs loisirs après leur labeur terminé. De tout cela, ces tristes rénégats ne parlent plus. Mieux, devenu aujourd'hui les collaborateurs les plus précieux de la bourgeoisie, ils font exactement les mêmes dénigrement de la part du patronat que MM. Vallin, Vouturier et Thorez, devant l'événement de Versailles. Camarades, que pensez-vous de ces nouveaux communistes-nationaux ? Pensez-vous qu'il n'est pas temps de les renvoyer ?

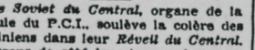
Piqués au vif !

Quand la direction syndicale oblige les travailleurs à se résigner aux 8,5 %, nous avons édité un tract montrant que les 15 % constituaient déjà une diminution, puisque la vie avait augmenté de 25 % ; nous avions dénoncé la diplomatie secrète menée en dehors des métaux ; nous appelions à l'organisation de la lutte par des congrès de délégués d'usine.

Le Gestapo n'alimentait pas notre cause, quelques milliers de tracts seulement furent diffusés. Mais leur portée fut grande. Les bureaucrates syndicaux furent piqués au vif et ils viennent de faire un tract qui n'est qu'une réponse au nôtre.

Ah, qu'il a été bien étudié ! On commence par écrire : « Métallo mon camarade ! », puis on rappelle les dures années, la grande bataille de juin ; enfin, un petit coup de barre à gauche : « la lutte continue », mais avec beaucoup de prudence, car s'il y des revendications posées, ce qu'on a obtenu peut « permettre d'attendre » (1). Et alors se place l'attaque contre ceux qui critiquent, calomnient, divisent, etc. Et en avant contre les « sectes étroites et provocatrices », en même temps qu'on trouve une remarque qu'on n'avait plus vue depuis longtemps : « le fascisme et le capitalisme qui l'engendrent ».

Les métaux comprendront. Ils auraient préféré des tracts appelant à la lutte contre l'arbitrage obligatoire, plutôt que contre des travailleurs qui ne pensent pas comme Croizat, Costes, Timbault, etc. Les métaux formeront une opposition révolutionnaire solide. Ils répondront à ce tract en diffusant l'Exploité des Métaux, organe des métaux communistes internationalistes, en y collaborant, en le soutenant. La « secte étroite et provocatrice » grandira.



Le Soviet du Central, organe de la cellule du P.C.I., souleva le colère des stalinistes dans leur Réveil du Central. Laissons de côté leur tapage à une indemnité de 1.200 francs par mois à la suite de la suite de la phrase « en attendant 3.000 francs par an ».

Le Réveil défend le drapeau tricolore, celui des Versaillais de 1871, celui de la guerre impérialiste de 1914, celui des brigandages coloniaux au Maroc, en Indochine, etc. Le Réveil a l'aplomb de nous accuser de « diviser le personnel » ; celui-ci se rappelle qu'il était pour et qui était contre l'unité syndicale. Enfin, le Réveil souleva une histoire de « fonds secrets » versés à la Fédération. Nous avons ne pas être dans le secret, c'est le cas de le dire. Prière d'expliquer : de quoi s'agit-il ?

ASSEZ DE MISÈRE POUR LES CHOMEURS !

Au mois de juin, à la suite du magnifique mouvement de grève de l'ensemble des travailleurs luttant pour de meilleures conditions d'existence, les pouvoirs publics durent l'accorder, à loi chômeur, une augmentation de 1 fr. par chômeur et par jour, 0 fr. 50 pour les femmes et les jeunes, 0 fr. 50 par enfant, telle fut l'annonce du gouvernement de la République.

Les métaux viennent d'obtenir une nouvelle augmentation d'ailleurs trop faible. Et toi ? Vas-tu plus longtemps le laisser endormir par ceux qui le trahissent chaque jour tout en se prétendant ses défenseurs ? Vas-tu, pour faire plaisir aux stalinistes et pour ne pas entraver l'action du gouvernement, comme on le te répète, être obligé de TE PRIVER DE PAIN ET DE SUPPRIMER LE LAIT DE TES COSESSES ?

Camarade chômeur, ton sort est entre tes mains. Tu n'amélioreras tes conditions d'existence qu'en passant à l'action directe, malgré les traitres et les endormeurs. Lutte pour une nouvelle augmentation de l'allocation.

J'ai dit un gros bêtaïe dans mon dernier article en écrivant : « le mécanisme de trahison employé aujourd'hui ». C'est ma faute, ma très grande faute. Je ne recommencerais plus, mais culpa. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil ; le mécanisme de trahison employé aujourd'hui est le même qu'hier, qui sera encore employé demain, le même de toujours. Seulement, à force de l'employer, on Te perdra, camarade, mis au point et, aujourd'hui, cela fonctionne de façon parfaite.

Notre rôle à nous est d'en démontrer la marche pour que les ouvriers, la commission bien puissante le dénoncer dès qu'elle se fait jour et réagir le plus rapidement possible suivant les cas. Prenons, par exemple, les rapports à un ouvrier et de son syndicat. Le fait même que l'ouvrier appartient à un syndicat affilié à la C.G.T. implique pour lui de nombreux rapports par l'entremise de son syndicat avec tous les autres syndicats de la région, groupés en Union régionale, avec toutes les autres branches de sa profession dans le pays entier par l'entremise de sa Fédération nationale, avec toutes les Unions régionales et toutes les Fédérations nationales par l'entremise de la C.G.T. Pour cela, nul ne ignore certainement un pourcentage est retenu sur chaque carte syndicale et sur chaque cotisation mensuelle : tant pour l'Union régionale, tant pour la Fédération et tant, à travers tout cela, par la C.G.T., organisme centralisateur.

GRÉVISTES DE SOCHAUX, PRENEZ GARDE !

Au moment de valaître, nous nous conservons toute sa valeur, mais d'...

Renvoi d'un délégué d'atelier : c'est le coup classique pour jaugeer le degré de combativité des ouvriers et ouvrir une première brèche dans les acquisitions sociales (contrats collectifs, 40 heures, etc.).

Réponse des ouvriers : « Grève par occupation d'usine ». Pendant quatre jours, les gares de chez Peugeot occupent les usines de Sochaux.

Pourquoi de Sochaux seulement ? Pourquoi pas étendre l'occupation à toutes les usines Peugeot ? Parce que c'est un syndicat, par l'organe du député Croizat est plutôt prêt à la conciliation, c'est-à-dire à appliquer la sacro-sainte loi qui veut l'évacuation préalable...



En juin 1936, chez Renault

Et pour les vieux travailleurs ?

Par un paradoxe vraiment suggestif, deux affiches collées sur nos murs se ressemblent étrangement, comme forme, comme couleur et comme fond politique peut-on dire. La première est de la fédération Laïque, celui-ci se réclamant de « l'Union de tous les Français », de la réconciliation si chère au cœur tricolore de sa sainteté stalinienne Thorez. La deuxième, émanant du parti stalinien (Front Français), représente deux vieillards, la mine toute mourante de valir avec quelle sollicitude ces messieurs stalinistes s'occupent de leur sort.

Pour mieux tromper les vieux ouvriers, l'image est belle ; seulement il faudrait nous dire, quelle retraite veut-on nous donner ? A quel taux ? Et à quel âge ? De ceci, il n'est pas trace. Mais je pense que les rénégats du P.C., par la proposition de M. Capron, député stalinien, veulent nous donner à peu près ce que le régime stalinien offre à ses vieux ouvriers, c'est-à-dire de quoi crever la faim, encore pire que les chômeurs actuellement.

En effet, les chiffres donnés par ledit Capron dépassent à peine de quelques francs les plus faibles allocations de chômage. Exemple : 2.350 francs pour un célibataire, plus 1.200 pour gens mariés. Et il est bien entendu, qu'avec toute cette magnifique retraite, les « retraités » devront subir toutes les charges que M. Capron payera quand il aura sa retraite de député, qui se montera à 47.000 francs par an.

Eh bien ! camarades vieux ouvriers, croyez-vous qu'avec ces quelques milliers de francs, que nous ne tenons pas encore, nous pourrions payer : loyer, contributions, frais de maladie, etc. ? Croyez-vous que ces gens-là ne se foutent pas de votre gueule ? Comme je le dis plus haut, même système qu'en Russie anti-soviétique. On voit le chef des rénégats Staline octroyer généralement 25 roubles par mois (et il en faut au moins un cent rien que pour vivre) et 750 aux veuves de ses fonctionnaires, exploitateurs de la classe ouvrière de Russie.

Oh est le temps où les Racamond, les Monmousseau et Thorez réclamaient pour les vieux travailleurs le salaire vital ? Il serait fastidieux de répéter tous les arguments de ces rénégats. J'espère que mes camarades n'ont pas tout oublié, quoique... Mais nous, nous n'avons rien oublié, nous les fondateurs du P. C. et de la C. G. T. U. Ce qui était juste hier, l'est encore plus aujourd'hui ; ce que nous voulons, ce n'est pas une retraite

chez Peugeot. Non seulement, cette loi doit être plus vigilants que jamais.

Alors les ouvriers ont évacué assez docilement ; et comme l'annonçait M. le vice-président de la Chambre des Députés, M. Jacques Duclos, dimanche à Montbéliard, le travail devait reprendre incessamment...

Mais, pour un patronat de combat comme les Peugeot, seigneurs et maîtres de tout ce qui vit, souffre et travaille dans un rayon de 40 kilomètres, l'évacuation a été considérée comme un signe de faiblesse. Les Peugeot ont accentué leur pression doublement : en refusant de réembaucher neuf militants

C'est comme ça que le Darragona de la C. G. T. italienne procédait en 1929 en s'adressant à Victor-Emmanuel avant que le même Victor-Emmanuel fasse appel à Mussolini.

Attention, camarades métaux de Sochaux, ne vous laissez pas étrangler et formez des comités d'usine pour l'action directe et la lutte de classes.

Dans la Loire Aux Métaux de St-Chamond

Depuis le congrès du syndicat des métaux, de graves divergences mettent aux prises, d'une part, les Jésuites stalinistes et, d'autre part, des militants sincères qui ont voulu voir clair et débarrasser le syndicat des nouveaux champions d'union sacrée. Des délégués ont été éliminés de l'ancien bureau parce que rétifs à tendre la main aux Croix de Feu et autres P.P.F. du coin.

Aucun grief ne leur fut apporté, si ce n'est d'être trop combattifs et intransigeants avec le patronat et le pilre Thibaud, conseiller d'arrondissement, adjoint au maire de Saint-Etienne, secrétaire des chômeurs de l'Union départementale, etc., leur fit, avec la fourberie qui le caractérise, voter un ordre du jour disant que ces camarades n'avaient pas mérité de la classe ouvrière.

En tout cas, nous avertissons dès à présent ces messieurs que nous ouvrons l'œil et que toutes leurs saloperies seront dévoilées.

DANS LES ASSURANCES

Au moment de mettre sous presse, nous avons une salle comble de 150 employés d'assurances à notre réunion. Nous les invitons à s'organiser.

A NOS LECTEURS

Comme toujours, nous laissons des articles sur le marbre faute de place. Nous ne pouvons notamment passer une note de l'administration. Transmettons seulement le désir pressant de celle-ci de recevoir des adresses de possibles en grand nombre.

COURS LÉNINE

Les camarades doivent faire un effort pour assister au cours ; on ne peut négliger son éducation politique. Le prochain cours aura lieu MARDI 2 MARS, à 20 h. 30, au Café des Deux-Hémisphères (angle rue du Château-d'Eau et faubourg Saint-Martin). Il portera sur : L'ETAT.

Lettre ouverte à nos Camarades Pupistes

Chers camarades, A son dernier congrès, le P.U.P. a décidé de rentrer à la S.F.I.O.

Nous tenons à attirer votre attention sur deux points importants : 1° Une forte minorité, composée de militants sincèrement révolutionnaires, refuse de suivre cette décision. Ce n'est donc pas l'unité réalisée, c'est la capitulation de la part de dirigeants, révolutionnaires en pantoufles, qui, par peur des responsabilités dans les batailles qui viennent, rentrent dans le parti socialiste, agent de la bourgeoisie pour le couvrir de l'unité ;

2° Cette décision est inacceptable, car, à notre avis, tous les griefs que le P.U.P. portait dans le passé à la S.F.I.O. sont toujours valables. Ils sont même plus importants, car au nom du Front Populaire on freine l'action des masses exploitées par une loi « d'arbitrage obligatoire » qui ligote le prolétariat en supprimant pratiquement le droit de grève. D'autre part, jamais gouvernement n'a eu un pareil budget de guerre. Les journaux ouvriers sont poursuivis et interdits dans les casernes, pendant que les officiers fascistes font de la propagande. On dirait que l'Espagne n'a rien appris à nos démocrates gouvernementaux.

Nous faisons donc aujourd'hui appel à votre conscience de classe, à votre volonté de lutter pour l'affranchissement total de la classe ouvrière. La libération des travailleurs ne fera pas en replaçant le régime capitaliste pourrissant. Elle se fera par la révolution prolétarienne mondiale, par l'instauration du gouvernement d'ouvriers et paysans.

Ces mots d'ordre, que tous les partisans d'ouvriers ont abandonnés, nous les prenons. Le Parti Communiste Internationaliste relève le drapeau rouge de la révolution mondiale. VOTRE PLAC EST DANS SES RANGS. Laissez les profiteurs et les pantoufles à leurs combines électorales. En avant pour les Etats-Unis socialistes du monde ! En avant pour créer la IV^e Internationale qui détruira le capitalisme et ses suppôts de quelque nom qu'ils s'appellent !

Un groupe d'ex-pupistes qui n'abandonnent pas leur convictions. Adressez les adhésions et renseignements à Ribourg, 66, Faubourg Saint-Martin, Paris, qui transmettra aux responsables de la Fédération de la Loire.

L'organisation des "chemises vertes"

(Jeunesses fascistes agraires) Dans le prochain numéro, nous examinerons en détail le projet de loi sur les « conventions collectives dans l'agriculture pour la fixation des prix de vente des produits », qui présente un intérêt énorme. Dans ce numéro, nous voulons montrer comment le fascisme s'organise dangereusement dans les campagnes.

Nous publions ci-dessous un document. C'est le formulaire que doit remplir tout adhérent au mouvement d'origine, et qui tire son intérêt non seulement des obligations auxquelles il astreint le signataire, mais aussi des méthodes qu'il révèle quant à l'utilisation et à la concentration des adhérents.

A remplir et à renvoyer au siège central, 20, rue de Liège, Paris (8^e) Avant le ...

Ca questionnaire, strictement personnel, ne doit être communiqué à personne, sous aucun prétexte. Sa communication constituerait un acte de TRAHISON à l'égard de la Paysannerie, trahison qui entraînerait la radiation immédiate avec publication, attichage et mise à l'index du traitre dans son canton.

Le numéro d'ordre porté sur cette feuille nous permet de savoir à qui nos questionnaires ont été adressés. Nom, lieu de naissance, profession, adresse exacte, Bureau de poste, Célibataire ou marié, éventuellement, nombre d'enfants, Votre numéro de téléphone si vous l'avez, etc.

Donnez-nous la liste des groupements agricoles dont vous faites partie et l'affiliation de ces groupements... Donnez-nous la liste des groupements politiques dont vous faites partie (Parti communiste, Parti socialiste, Ligue des Droits de l'Homme, Fédération républicaine, Solidarité française, etc.)

Faites payer les riches ! En lisant « La Vie Ouvrière », on peut y apprendre à faire sa déclaration sur le revenu. Autrement dit, on vous engage à payer l'impôt sur le salaire. Autrement dit, on s'oppose de force au paiement de cet impôt sur le travail. Mais on n'avait pas encore trouvé le mot d'ordre : Faites payer les riches.

Je soussigné déclare ne plus appartenir à aucun parti politique ou à aucune association militante. Je jure sur l'honneur d'être toujours et partout à toutes les consignes qui me seront données par mes chefs des Jeunesses paysannes.

TOUS DOIVENT LIRE : LE PARTI Communiste Internationaliste (IV^e INTERNATIONALE) ET LES SYNDICATS

Prix : 0 fr. 10

PAROLES D'UN PROLO

de nature, suivant les statuts du syndicat, chômage, maladie, décès, appointements des membres rétribués ; et l'autre partie doit être en réserve pour des cas ultérieurs (conflicts).

Un conflit est en cours ; le déclenchement de solidarité des autres corporations est alerté mal ou tardivement ; la grève se prolonge, le comité de secours est épuisé, la Fédération n'intervient que tardivement ou pas du tout. L'Union régionale est mal sollicitée ou pas du tout. Le moral des ouvriers s'émousse — souvent une petite désillusion pour ceux qui croient que un excès de mesure peut sortir un excès de courage, quand il en sort un acte de désespoir tout au plus, le cerveau suit souvent le corps et le courage le ventre.

nom des intérêts supérieurs du pays, et tous les ouvriers savent que les intérêts supérieurs du pays sont les intérêts inférieurs des ouvriers.

Prenons encore un exemple. Pour une question d'ordre local, un conflit éclate dans une usine métallurgique de Seine-et-Oise. La grève dans l'usine est effective, le patron ou le conseil d'administration ne cède pas ; mieux même, il engage la lutte, après entente avec d'autres industries annexes, et acheminé et fait exécuter son travail ailleurs. Le rôle du syndicat est clair ; il peut, suivant le degré de solidarité et d'entente des ouvriers, ou déclencher une grève de la corporation dans toute la région, ou suivant entente avec sa Fédération et son Union régionale, ou dans toutes les branches de la profession dans la région ou dans le pays. Montant même plus loin dans cet ordre d'idées, il peut par l'entremise de sa Fédération auprès de la C.G.T. déclencher une grève de toutes les Fédérations du pays, cela s'appelle la Grève Générale. Nous en avons déjà eu en France, et nous revlendrons sur ce sujet dans une chronique plus étendue.

Le rôle même du dirigeant syndical est de veiller et de prévoir les conflits, les conditions dans lesquelles ils surviennent et d'en tirer le maximum d'avantages pour les luttes qui s'engagent. Le conflit survient-il dans un moment propice à l'action ? Le patron a-t-il un besoin immédiat de matériel humain ? Il ne vendrait certes jamais l'accepté d'un ouvrier comme l'idée de demander une augmentation sur son travail une fois son travail terminé, à un maçon l'idée de se mettre en grève dans son chantier une fois les peintures terminées. Mais nous avons vu des dirigeants syndicaux — dont le rôle est de veiller et de prévoir — concevoir D'innombrables exemples en font foi.

Dans toutes ces questions, il faut qu'un mouvement ait rapidement satisfait, parce que les ouvriers n'ont jamais de grosses réserves d'argent et surtout fait vite, parce que chaque conflit, en prenant de l'ampleur, entraîne des trahisons, des compromis, trahisons et compromis toujours suspects sinon toujours suspects. Il y a tellement de manières de trahir, et c'est si facile ; tous les vieux syndiqués se rappellent 1920 et le maître en la matière : Léon Jouhaux, où, pour soutenir de sa solidarité les cheminots en grève, il demandait aux autres Fédérations de n'intervenir que successivement, une fois la précédente épuisée. Ce qu'il appelait, lui, les vagues d'assaut. Attendez huit jours, camarades, disait-il, comme si les ouvriers ne manquaient pas tous les jours.

L'autre manière est plus récente, c'est de laisser faire tout le monde, tous les syndicats, et de n'intervenir

Nicolas Gueorguievich MARKINE



C'est grâce à une collectivité de Markines que la Révolution d'Octobre a triomphé.

L. Trotsky. (Autobiographie, t. III, p. 166.)

Ce matelot de la Baltique à la figure solidement bâtie, au teint basané et à l'air morose appartenait au parti bolchevique.

Dès avant l'insurrection d'Octobre, il était de ceux qui préparaient chaque jour par un travail obscur mais tenace, la dictature du prolétariat: tantôt contribuant à faire sortir un journal illégal, tantôt veillant sur la famille de Trotsky (surtout sur Serge et Léon encore enfants).

La guerre civile devait le voir remplir diverses tâches politiques et militaires de la plus haute importance: commandement de la flottille rouge de la Volga, affermissement de la dictature du prolétariat à l'est. Mais la guerre civile devait aussi l'arracher à l'afectation de ses camarades et amis des grands et aussi des petits.

La guerre civile devait le voir remplir diverses tâches politiques et militaires de la plus haute importance: commandement de la flottille rouge de la Volga, affermissement de la dictature du prolétariat à l'est.

Nous rappelons à nos camarades que nous sommes à même de leur fournir tous les livres ou brochures qui leur intéressent. Nous insistons encore plus que les camarades s'approvisionnent à notre service de librairie. Par ce moyen ils aident notre organisation et fortifient notre moyen de propagande.

Cours nouveau... Défense du terrorisme... La Révolution trahie...

VICTOR SERGE... 16 Fusillés... L'an I de la Révolution russe... Ville en danger, Petrograd, an II...

ROSA LUXEMBOURG... Lettres de prison... Grève générale, Partis et Syndicats... L'Accumulation du Capital...

JACQUES PERDU... Les insurrections lyonnaises... GUSTAVE DUPIN... Le règne de la bête...

BULLETIN D'ABONNEMENT... Nom: ... Adresse: ...

s'abonne à La Commune... 3 mois et envolé... 6 fr. 10 fr. 1 an...

LES CAUSES DE LA REVOLTE

Il faut citer, parmi les causes qui déterminèrent les soulèvements des troupes envoyées en Russie, le recommencement de la guerre, l'éclatement d'une poussée révolutionnaire mondiale en France en faveur de la Révolution Russe et l'activité déployée par les bolchevistes.

L'armistice avec la Bulgarie, les Empires centraux et la Turquie, pouvait faire croire aux soldats que la guerre était finie, lorsque le 18 décembre, la 150^e division, venant de Salonique, débarqua à Odessa, les soldats français soutenant de vifs combats contre les volontaires de Petlioura.

En même temps, la puissante renaissance du mouvement révolutionnaire en France est rapportée aux soldats et matelots par les pensionnaires et les jeunes recrues: chômage, vie chère, grèves pulvérisées, manifestations ouvrières. Cette vague se manifeste par une naissance de la minorité révolutionnaire de la C.G.T., elle pousse la fraction kienthalienne, dont le journal La Vague (Brison) tire à 300.000 exemplaires et est lu par des millions d'ouvriers.

D'autre part, une vague révolutionnaire formidable monte dans le prolétariat du monde entier: l'Allemagne, l'Autriche, en Hongrie, la révolutionnaire en Espagne, en Italie, en Angleterre, en Argentine. Partout, ce sont des Conseils Ouvriers et Soldats, entrent en lutte contre le monde bourgeois. Les interpellations socialistes à la Chambre française (décembre 1918, mars et juin 1919) ont un retentissement énorme parmi les soldats et les marins envoyés dans la Mer Noire.

Dans les conversations qu'ils peuvent avoir avec les ouvriers russes, marins et soldats apprennent le rôle des bolchevistes révolutionnaires en Espagne, en Italie, en Angleterre, en Argentine. Partout, ce sont des Conseils Ouvriers et Soldats, entrent en lutte contre le monde bourgeois.

La colère grandit; dès février, la décomposition de l'armée commence; elle est complétée fin mars, où elle atteint les officiers subalternes. L'attente de l'anarchiste Collin (mort depuis dans la colonne internationale en Espagne) contre Clemenceau a un retentissement énorme parmi les soldats et les matelots.

LES FAITS

La zone d'Ukraine, occupée en février, part de Tiraspol, sur le Dniéper, aboutit à la mer à Kherzon et à Kholiv. Le centre est Odessa. Les unités sont composées de Français, Iréens, Polonais, Serbes et Russes blancs. Un détachement anglais occupe Tiraspol. Le général Berthelot, qui commande en chef à Bucarest, essaie de faire décréter la mobilisation générale en Roumanie. Le général d'Anastasi commande à Odessa. On distingue plusieurs phases dans le développement de la révolte:

1^o Refus de marcher. — Cette première forme de résistance des détachements envoyés contre les partisans rouges de Gregorief et contre l'armée rouge s'exprime à de nombreuses reprises; voici les plus saillantes: le 30 janvier 1919, un bataillon du 58^e d'infanterie et deux batteries du 2^e d'infanterie...

Le résultat n'a été possible que grâce à l'énorme capacité économique de l'Etat-Union qui permit une réaction ploutocrate au coup de foudre des mesures Roosevelt. Cette réussite n'empêcha pas du reste l'Amérique d'avoir 10 millions de chômeurs; quant aux conflits sociaux, ils prennent actuellement une acuité très grande.

En France, la vie, après l'expérience Blum, monte sans arrêt. La course contre le pouvoir d'achat des masses et le coût de la vie a commencé. Ce n'est pas le gouvernement du Front Populaire qui pourra faire pencher la balance en faveur du pouvoir d'achat. Il faudrait pour cela un gouvernement qui nationalise, sans indemnité, les entreprises et les banques, qui réquisitionne les stocks, il faudrait instaurer partout des comités populaires contre la spéculation et la vie chère; il faudrait organiser la contre-ouvrière dans chaque usine; il est bien clair que ce n'est pas Blum ni le Front Populaire, Herriot-Julim-Thorez, fidèle serviteur du capitalisme français dénommé « démocratie », qui suivra cette voie.

La grande idée de Blum est en effet de jouer les Roosevelt, mais là encore, son calcul s'avère faux; l'impérialisme américain s'appuie sur une économie puissante et complète: produits agricoles, matières premières en abondance, industrie très développée, tandis que l'impérialisme français a l'économie assez arriérée et la puissance financière limitée est en pleine décadence.

Qu'il nous soit permis de rappeler à Blum et à son trust de conseillers à l'Amérique, le coût de la vie n'a pas monté verticalement aussi haut après les mesures monétaires et les lois Roosevelt: actuellement encore, en Amérique, le prix de la vie est inférieur de 13 % à ce qu'il était en 1929. Voilà un des principaux secrets de la réussite passagère de l'expérience Roosevelt. Ce

Les mutineries de la Mer Noire en 1919

taune doivent quitter Bender (Bessarabie) pour s'emparer de Tiraspol, occupé par les rouges. Au début des engagements, le 58^e refuse le combat et se replie entraînant l'artillerie. Il ne revient à Tiraspol, repris le 7 février par les Polonais, qu'en obligeant l'état-major à prendre place dans le wagon de tête sous la menace des mitrailleuses. Le 9 mars, deux compagnies du 11^e d'infanterie refusent de marcher à Kherzon. Mêmes incidents au 1^{er} de marche d'Afrique et au 19^e d'artillerie, qui refuse d'atteler les pièces au moment de l'attaque d'Odessa (5 avril).

Peu à peu, on s'achemine vers la révolte. Une compagnie du 7^e génie chasse ses officiers. Le 5 avril, Odessa est évacuée; des unités entières, encadrées par des Grecs, quittent la ville au chant de l'Internationale. Les officiers s'enfuient. L'armée est devenue une cohue sans valeur militaire. Les 27-28 mai, les unités du 4^e et du 37^e colonial refusent à Bender de tirer sur l'armée rouge.

2^o La révolte. — Le spectacle de la débâcle du 5 avril, à Odessa, a complètement désorganisé la discipline à bord des navires, les sous-officiers de la machine font cause commune avec l'équipage, ceux du pont restent neutres.

Au moindre incident, ce sera la révolte ouverte, la sommation à l'état-major de ramener l'escadre en France. Le 16 avril, à minuit, André Marty est arrêté à Galatz (Roumanie) en rentrant sur le torpilleur Protée où il est officier-mécanicien, et avec lui sont arrêtés trois matelots, dont Badina. Ils reviennent d'une réunion secrète. Ils avaient conçu le projet d'emparer des navires pour le conduire à Odessa, d'où ils venaient d'arriver, et où ils auraient organisé des nouvelles de la Révolution Russe et est exemple d'une révolution victorieuse provoquant un peu partout des mouvements qui deviendraient insurrectionnels, des comités de matelots se forment, des comités se préparent. A Toulon, les matelots tiennent un meeting en plein air, la Provence refuse de partir pour la Mer Noire, le 11 juin. Les matelots, qui exigent la libération des marins de la Mer

du Nord, la cessation de l'intervention en Russie et la démobilisation, tentent de former un comité révolutionnaire avec des délégués marins, soldats et ouvriers. A Brest, les événements se déroulent de la même façon. A Bizerte, le Voltaire refuse d'appareiller pour la Mer Noire. Sur tous les navires, des manifestations éclatent, jusqu'en Grèce et à Vladivostok.

Les compagnies de débarquement quittent les ports, les marins jettent les munitions à l'eau et imposent dans les jours qui suivent le départ de l'escadre avant le 28. Les navires partent pour la France, sauf le Jean-Bart qui reste un mois à Constantinople et dont l'équipage manifeste tous les jours en ville.

Marty est transféré le 23 avril sur le croiseur Waldeck-Rousseau qui mène Odessa, au pouvoir des Soviets. Marty réussit à communiquer avec l'équipage. Le 27 avril, à midi, celui-ci se révolte. Marty avait été conduit à 10 heures sur un torpilleur qui l'emmena à Constantinople où il fut emprisonné.

Le torpilleur Fauconneau se révolte; l'amiral cède à la menace de livrer le bateau aux Soviets d'Odessa et fait rentrer le navire en France. L'équipage du bateau-jeu d'Odessa jette le commandant à l'eau; quelques matelots, qui se sont rendus à terre, passent du côté de la révolution. Les manifestations durent trois mois, les derniers à lieu sur le Touareg, le 30 juillet, à Odessa.

3^o Extension du mouvement en France vers l'insurrection. — Les équipages des navires rentrés en France apportent des nouvelles de la Révolution Russe et est exemple d'une révolution victorieuse provoquant un peu partout des mouvements qui deviendraient insurrectionnels, des comités de matelots se forment, des comités se préparent. A Toulon, les matelots tiennent un meeting en plein air, la Provence refuse de partir pour la Mer Noire, le 11 juin. Les matelots, qui exigent la libération des marins de la Mer

du Nord, la cessation de l'intervention en Russie et la démobilisation, tentent de former un comité révolutionnaire avec des délégués marins, soldats et ouvriers. A Brest, les événements se déroulent de la même façon. A Bizerte, le Voltaire refuse d'appareiller pour la Mer Noire. Sur tous les navires, des manifestations éclatent, jusqu'en Grèce et à Vladivostok.

Les compagnies de débarquement quittent les ports, les marins jettent les munitions à l'eau et imposent dans les jours qui suivent le départ de l'escadre avant le 28. Les navires partent pour la France, sauf le Jean-Bart qui reste un mois à Constantinople et dont l'équipage manifeste tous les jours en ville.

Marty est transféré le 23 avril sur le croiseur Waldeck-Rousseau qui mène Odessa, au pouvoir des Soviets. Marty réussit à communiquer avec l'équipage. Le 27 avril, à midi, celui-ci se révolte. Marty avait été conduit à 10 heures sur un torpilleur qui l'emmena à Constantinople où il fut emprisonné.

Le torpilleur Fauconneau se révolte; l'amiral cède à la menace de livrer le bateau aux Soviets d'Odessa et fait rentrer le navire en France. L'équipage du bateau-jeu d'Odessa jette le commandant à l'eau; quelques matelots, qui se sont rendus à terre, passent du côté de la révolution. Les manifestations durent trois mois, les derniers à lieu sur le Touareg, le 30 juillet, à Odessa.

3^o Extension du mouvement en France vers l'insurrection. — Les équipages des navires rentrés en France apportent des nouvelles de la Révolution Russe et est exemple d'une révolution victorieuse provoquant un peu partout des mouvements qui deviendraient insurrectionnels, des comités de matelots se forment, des comités se préparent. A Toulon, les matelots tiennent un meeting en plein air, la Provence refuse de partir pour la Mer Noire, le 11 juin. Les matelots, qui exigent la libération des marins de la Mer

CONCLUSION

L'étude de cette révolte permet de mettre en relief quelques traits caractéristiques. A la lecture des documents publiés par le P.C. sous le titre de « La Révolte de la Mer Noire », il ressort que la masse des soldats et des marins fut énormément influencée par le respect de la légalité et de la démocratie bourgeoise; beaucoup de délégués de marins ont affirmé que « l'intervention est contraire à la Constitution, puisque non votée par les Chambres et que, dans ce cas, le droit à l'insurrection est applicable puisque proclamé par la Révolution Française en 1793 ».

Mais, d'autre part, la révolte fut un mouvement prolétarien de masse, les actes individuels ne furent que très rarement commis; spontanément, les chefs qui naquirent dans cette lutte ont donné au mouvement un caractère collectif.

La Révolte de la Mer Noire a mis en relief ce principe qui, aujourd'hui, tarde plus que jamais à se réaliser: « Ce n'est que par l'extension de la révolution dans le monde que l'on peut défendre la Révolution russe ou ce qui reste des conquêtes d'Octobre ».

La révolte a, d'autre part, prouvé qu'il n'existe qu'un moyen efficace de lutter contre les guerres impérialistes, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, chose possible en

major tout-puissant, par l'intermédiaire de ses conseils de guerre implacables, rappelant à tous les canailles de la direction du P.C. qu'il est encore le maître.

Des condamnations de ce genre sont-elles nouvelles? Tous les bagnes militaires sont encore pleins de mutins, marins ou soldats, qui n'ont pas accepté la discipline militaire bourgeoise.

Il fut un temps où l'Humanité aurait passé un article de ce genre en première page avec des titres en gros caractères. Une demi-colonne en troisième, aujourd'hui, parce qu'on ne peut pas mettre une pareille lettre de correspondant au panier.

Quelle idée malencontreuse ont eu ces cinq marins d'aller se jeter dans les jambes de quatuor-maitres! Et la discipline? Et l'armée forte imbatte de Ducloux, Thorez et Cie?

Les jeunes ne doivent plus s'attarder aux discours de charlatans pareils. Dénoncer leur trahison est indispensable. Continuer la lutte contre l'armée bourgeoise et contre son état-major; combattre surtout le poison chauvin parmi les travailleurs; soutenir les soldats frappés par la répression.

Solidarité avec les cinq marins emprisonnés! Amnistie! Amnistie! A bas l'armée bourgeoise! A bas l'union sacrée!

Sa justice de classe en 1937

L'HUMA nous informe du scandaleux verdict du conseil de guerre de Toulon: A la suite d'une rixe sans gravité, cinq marins passent au conseil de guerre après plus de trois mois de prévention et sont condamnés à des peines monstrueuses:

Padj, matelot imprimeur au 5^e dépôt, 5 ans de prison, 200 francs d'amende, 5 ans d'interdiction de séjour;

De Pereti, matelot fusilier au 5^e dépôt, 2 ans et 6 mois de prison, 50 francs d'amende;

Billandeau, apprenti marin au 5^e dépôt, 5 ans de prison, 400 francs d'amende, 5 ans d'interdiction de séjour;

Rebard, maître cuisinier au 5^e dépôt, 4 ans de prison, 100 francs d'amende;

Fuerstein, apprenti marin, contre-torpilleur Terzi, 3 ans et 6 mois de prison, 100 francs d'amende, 5 ans d'interdiction de séjour.

Et le correspondant de l'Humanité de conclure: « Quelle tristesse! Et moi, en m'en allant assommé par ce que je venais de voir et d'entendre, je compris beaucoup mieux: ceux du Potemkine... »

Ce verdict inouï rendu par un capitaine de vaisseau Bernard de

Teyssier (un officier du Front Populaire...), vient apporter un démenti tragique à toute la politique du Parti Communiste.

Cette armée « démocratisée » par les gouvernants socialistes vient de donner une éclatante démonstration de la démocratie qui y règne. Qu'en dit « Notre Père Daladier »? L'état-

major tout-puissant, par l'intermédiaire de ses conseils de guerre implacables, rappelant à tous les canailles de la direction du P.C. qu'il est encore le maître.

Des condamnations de ce genre sont-elles nouvelles? Tous les bagnes militaires sont encore pleins de mutins, marins ou soldats, qui n'ont pas accepté la discipline militaire bourgeoise.

Il fut un temps où l'Humanité aurait passé un article de ce genre en première page avec des titres en gros caractères. Une demi-colonne en troisième, aujourd'hui, parce qu'on ne peut pas mettre une pareille lettre de correspondant au panier.

Quelle idée malencontreuse ont eu ces cinq marins d'aller se jeter dans les jambes de quatuor-maitres! Et la discipline? Et l'armée forte imbatte de Ducloux, Thorez et Cie?

Les jeunes ne doivent plus s'attarder aux discours de charlatans pareils. Dénoncer leur trahison est indispensable. Continuer la lutte contre l'armée bourgeoise et contre son état-major; combattre surtout le poison chauvin parmi les travailleurs; soutenir les soldats frappés par la répression.

Solidarité avec les cinq marins emprisonnés! Amnistie! Amnistie! A bas l'armée bourgeoise! A bas l'union sacrée!

La "Jeune Garde" ne descend pas sur le pavé, elle glisse sur la pente savonnée

A la lecture du dernier numéro de La Jeune Garde, on éprouve quelque inquiétude quant au sort de la longévité du « révolutionnarisme » de l'Entente de J. S. de la Seine. On trouve déjà gagés au profit du franc français les emprunts, le taux d'escompte vient d'être doublé et porté de 2 à 4, ce qui constitue une singulière façon de favoriser les affaires.

L'Exposition Internationale de mal prochain à Paris, que le gouvernement présente comme la « tarte à la crème » capable de sauver le franc et de faire repartir l'économie ne peut être qu'une piqure à effets limités. Le Parti communiste français, tout en soutenant la politique de Blum-Auriol, tout en freinant les revendications ouvrières, repartie depuis quelques jours des 200 familles contre lesquelles il faut lutter. Mais les bureaucrates du Parti stalinien se gardent bien de dire comment lutter! Ces messieurs essaient là encore de sauver la face avec des mots tendus que leurs actes contredisent leurs déclarations, et qu'ils sont portés des freins à l'action du prolétariat.

La vérité, c'est que l'économie française ne peut sortir des contradictions dans lesquelles elle se débat sans rester qu'un gouvernement ouvrier et paysan qui, par l'expropriation sans indemnité des grandes entreprises, la nationalisation des banques et la confiscation des grandes fortunes, pourra jeter les premières bases d'une reprise économique et assurer une véritable augmentation du pouvoir d'achat des masses. Encore faudra-t-il que cette révolution française s'étende à d'autres pays européens; ce n'est, en effet, que par le Etat-Union d'Europe soviétique que ce continent pourra trouver une base de production et d'échange permettant une véritable prospérité pour les travailleurs.

Curieux article aussi que celui relatif aux événements de février 1934. La racaille fasciste (celle qui assassina les grévistes) est qualifiée « d'honnêtes gens des classes moyennes »; plus loin on apprend qu'une des causes de l'échec du putsch fasciste réside « dans la méconnaissance totale de la psychologie du peuple français ». C'est là une conception des « réalités nationales » qui peut mener bien loin... jusqu'à l'Union sacrée.

Nous lisons aussi que les Jeunes Socialistes ne sont « ni stalinien, ni trotskyste » mais sont par contre des « révolutionnaires partisans de la démocratie ouvrière ». Dans ces conditions nous comprenons mal que les dirigeants de l'Entente soient pour le

maintien de leurs adhérents dans un parti réformiste, traître lors de la dernière guerre, traître à la veille de la prochaine, et où toutes les velléités révolutionnaires sont obligées de se dissoudre devant la volonté des bonzes social-patriotes (« les grands camarades »), volonté appuyée par un appareil quasi-stalinien.

Nous qui sommes « trotskystes », nous n'acceptons pas le drapeau tricolore, même si l'on compte plus de rouge que de bleu et de blanc.

Certes, nos forces sont faibles, nos moyens restreints, mais partout où notre organisation existe, n'est-elle qu'une voix pour s'exprimer, que deux bras pour agir, partout notre J.C.I. luttera pour grouper les jeunes prolétaires, pour la révolution, elle dénoncera impitoyablement tout ce qui retient ces jeunes prolétaires dans des situations sans issue et qui les conduirait à la défaite faute de n'avoir su les conduire à la victoire.

Fédération des Pionniers Rouges

Centrale Rouge. — La permanence fonctionnera dorénavant tous les samedis après-midi, de 14 à 20 heures, 49, faubourg Saint-Martin, Paris (X^e). Samedi: équipe spéciale convoquée pour l'aménagement.

Exploration Régionale. — Dimanche 28, rassemblement de tous les collectifs, à 8 h. 30: Pont de Stèves (déjeuner, menu de route).

Forç. — Vendredi, à la Centrale, 49, faubourg Saint-Martin, à 20 h. 40: présence obligatoire des participants au camp de la Forge. Responsable: Pierre

Comité Central. — Réunion à la Centrale, 49, faubourg Saint-Martin, à 20 heures.

Comité Central. — Réunion à la Centrale, 49, faubourg Saint-Martin, à 20 heures.

Comité Central. — Réunion à la Centrale, 49, faubourg Saint-Martin, à 20 heures.

PREPONS LA LUTTE ANTIRELIGIEUSE

Pour qu'elle ait le maximum d'efficacité et de solidité, les partis pseudo-ouvriers savent que l'Union sacrée doit se réaliser sur tous les plans. C'est pourquoi nous voyons actuellement la social-démocratie et les staliniens qui réservent tous leurs coups aux révolutionnaires se faire les complices des églises de toutes obédiences et se révéler les meilleurs auxiliaires des raticheux.

Pour sa part, le gouvernement de Front Populaire que préside Léon Blum a fait tout ce qui était possible. Il n'a pas supprimé l'ambassade au Vatican. Il n'a point aboli le statut spécial qui régit l'enseignement en Alsace-Lorraine, et aux termes duquel les élèves des Ecoles Normales doivent obligatoirement assister aux cérémonies du culte et religieuses à un examen d'Instruction religieuse. Aux termes duquel toutes — ou presque — les écoles publiques de filles sont confessionnelles.

C'est le même gouvernement de Front Populaire qui, au nom du ministre de l'Air, a envoyé des invitations pour le « service solennel » célébré en la chapelle des Invalides, à la mémoire du croix de feu Mermos.

C'est le même gouvernement qui tolère qu'aux établissements publics d'enseignement secondaire soient attachées des aumôniers. Qui tolère toutes ces congrégations non autorisées qui, depuis plusieurs années, sont venues clandestinement se réinstaller en France.

C'est le même gouvernement qui, depuis mai 1936, a autorisé, ainsi que le prouve la lecture du Journal Officiel qui a publié les autorisations, plus de 30 congrégations nouvelles.

C'est le même gouvernement qui, le 22 novembre, a autorisé, ainsi que le prouve la lecture du Journal Officiel qui a publié les autorisations, plus de 30 congrégations nouvelles.

« Je veux noter aussi, et c'est la stricte vérité, qu'il a fallu le gouvernement actuel pour que nos écoles libres soient officiellement invitées, dans une lettre aussi respectueuse que sympathique, à défilier à l'égal des écoles « laïques ». Enfin, durant le défilé des enfants des écoles « officielles et libres — les hauts-parleurs d'officiers, sur tous les Champs-Élysées, ont diffusé des chants religieux... »

« Tel groupement catholique qui comptait 800 de nos élèves en octobre 1935, en groupe plus de 6.000 en octobre 1936. »

« Les sociaux-démocrates ont été formellement aidés dans leur travail par des staliniens. Ceux-ci, en effet, pour faire l'union de la nation française, ont commencé par la faire avec les raticheux et l'on n'a pas oublié ces fameuses unités de secours aux chômeurs où seraient des curés à côté des conseillers municipaux staliniens de la région parisienne. On n'a pas oublié davantage l'indignation avec laquelle l'Humanité dénonçait qu'il y ait eu la « journée de Garches » et le massacre antireligieux. Et tous les quinze jours à presse stalinienne nous rabat les veilles d'historiens de curés antifascistes qui combattent aux côtés des militaires espagnols. L'organe central du C. F. publiait lui-même récemment une lettre d'intellectuels catholiques français sur les événements d'Espagne. »

« LA encore, il convient de se référer aux enseignements de Marx. Si celui-ci écrivait que la religion est « l'opium du peuple », ce n'est pas seulement parce que les syndicats chrétiens sont des syndicats jaunes ou parce que, par exemple, les associations de Jeunesse chrétienne sont destinées seulement à la militarisation des jeunes, mais surtout parce que la religion est un merveilleux instrument au service de la classe qui exploite. Le problème de la religion est, en effet, un problème de classe à l'égard duquel nul exploité ne saurait être neutre, pas plus qu'il ne saurait être neutre à l'égard du fascisme. La religion est sociale et c'est une arme de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est un moyen de détourner les travailleurs de la lutte, un moyen de leur désapprendre la haine du capitalisme. »

« Sans doute certains parlent-ils de lutte anticléricale et des journaux du Front Populaire comme La Lumière ou l'École Libreraire manifestent quelque indignation de l'attitude du gouvernement. Les révolutionnaires n'ont rien à redire de cet anticléricalisme petit-bourgeois qui prétend seulement abattre l'Église en tant que dupes au même titre que la neutralité. La lutte anticléricale est une partie de la lutte de classes et elle doit être menée par nous avec la même vigueur et les mêmes moyens. Les staliniens ont dit souvent les « Travailleurs sans Dieu ». LA comme sur tous les plans, il importe que nous reprenions le combat, à l'école, à l'usine, dans les syndicats, partout. »

« L'Église doit à Gorki: « Toute idée de tout Dieu, le seul fait d'être consuetudinaire avec une idée de cette sorte constitue une inexprimable infamie, l'inféction la plus dangereuse et la plus abjecte. »

« Entre la politique de la « main tendue aux travailleurs catholiques » et ces paroles de Lénine, un révolutionnaire ne saurait hésiter sur le choix à faire. »

« Le Gérant: P. Trocello. Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués. IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 66, faubourg-Saint-Martin, Paris (10^e) »